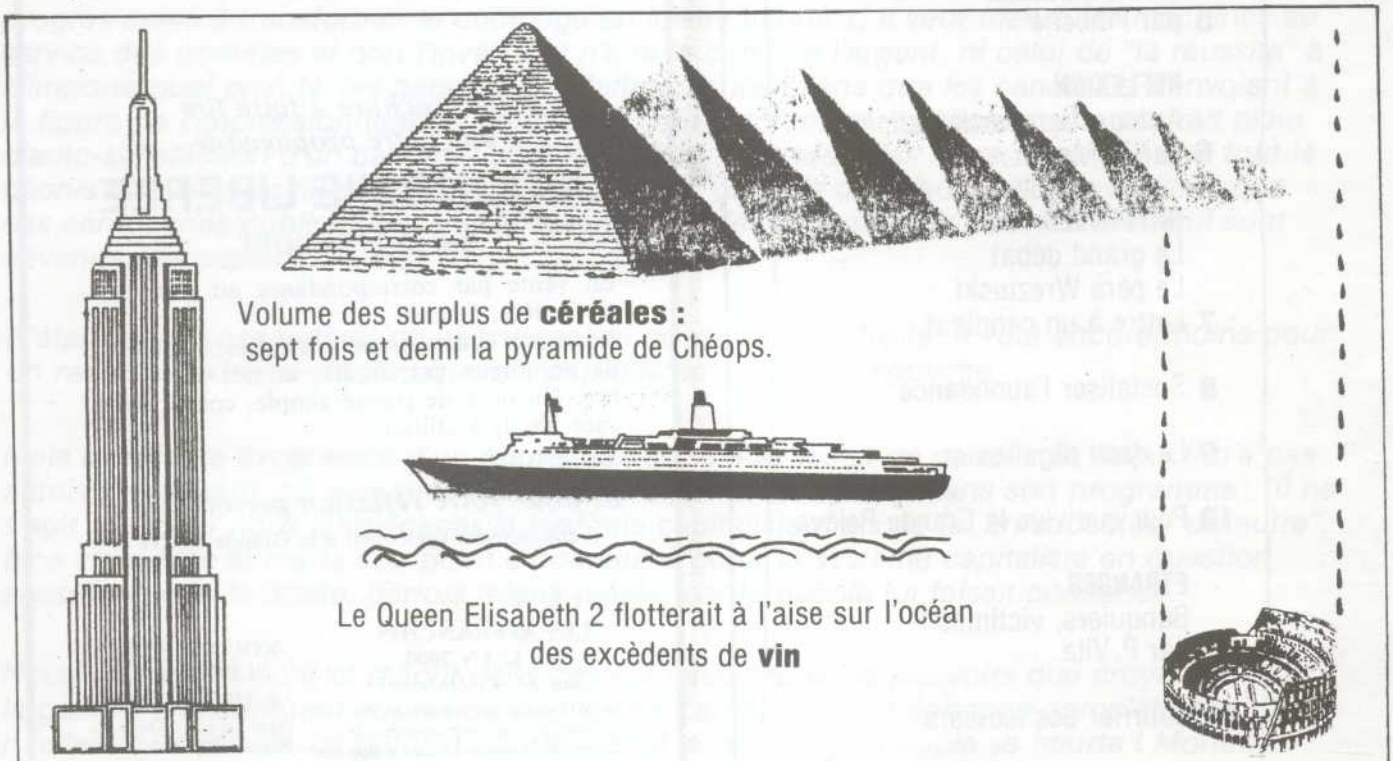
M 1669 - N° 866 - 10 F - AVRIL 1988 - ISSN 0398-2076

LA RELÈVE de la Grande

DES HOMMES PAR LA SCIENCE

MENSUEL DE RÉFLEXION SOCIO-ÉCONOMIQUE FONDÉ EN 1934 PAR JACQUES DUBOIN

Le magazine américain "Newsweek" s'est amusé à comparer les excédents agricoles de la C.E.E. avec des monuments célèbres.



Volume des surplus de **céréales :** sept fois et demi la pyramide de Chéops.

Le Queen Elisabeth 2 flotterait à l'aise sur l'océan des excèdents de **vin**

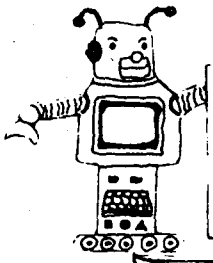
On pourrait sculpter l'Empire State Building de New York dans le bloc des excédents de **beurre**.

avec le **lait en poudre** stocké, on pourrait édifier, au-dessus du Colisée de Rome, une tour de plus de treize kilomètres de haut.

*Plus de **six cents millions** de Francs en 1987 pour stocker les excédents tandis que **cinq millions de pauvres** ne survivent que grâce à la charité...*

QUEL candidat propose de mettre fin à ce SCANDALE ?

M 1669 - 866 - 10,00 F
3791669010000 08660



La Directrice propriétaire de la publication
M.-L. DUBOIN

Commission Paritaire : 57434
Diffusé par N.M.P.P.
Imprimerie GASCHET
284, bd Voltaire, 75011 Paris

ABONNEZ-VOUS

TARIF DES ABONNEMENTS ANNUELS

France ..... 100 F
Soutien ..... 140 F
Etranger ..... 125 FF

Règlements par chèques postaux : au C.C.P. "La Grande Relève", n° 13 402.39 M Paris.
Les règlements par mandat ou chèque bancaire doivent être à l'ordre de :

LA GRANDE RELEVE
BP 108, 78110 LE VESINET

Nous acceptons toute somme inférieure à ce tarif de la part des lecteurs qui ne peuvent faire plus. Ce journal ne survit que grâce à la souscription permanente :

"POUR QUE VIVE
LA GRANDE RELEVE"

SOMMAIRE

EDITORIAL
Ne pas se taire !
3 par M. L. Duboin

ACTUALITE
Chômage et emploi
4 par A. Prime

ÇA VA CHANGER
5 par Pinoche

REFLEXION
Autogestion-Participation ?
6 par R. Marlin

INITIATIVES
Le grand débat
Le père Wrezinski
7 Lettre à un candidat

8 Socialiser l'abondance

9 Le droit régalien

13 Pour que vive la Grande Relève

ETRANGER
Banquiers, victimes !
12 par P. Vila

14 Courrier des lecteurs

15 Résumé de nos thèses

16 Pas de panique,
la bande dessinée (fin)

Une brochure à faire lire
Pour votre propagande

L'ECONOMIE LIBEREE

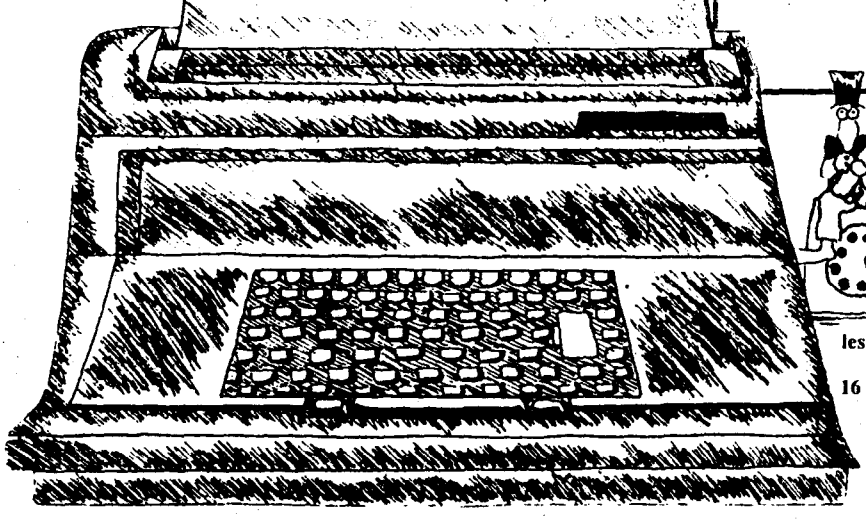
par M.-L. DUBOIN

En vente par correspondance au journal, 22 F pièce, franco.
Résumant et actualisant nos thèses, 60 pages, de nombreux graphiques, et très faciles à lire. Un outil de travail simple, court, efficace, facile à utiliser.

Et pour votre réflexion personnelle :
à commander également à la Grande Relève

LES AFFRANCHIS DE L'AN 2000
par M.-L. Duboin
Se lit comme un roman et fait comprendre les mécanismes de l'économie actuelle et ceux d'une économie alternative, l'économie distributive expliquée dans les détails.
85 F franco

KOU L'AHURI LES YEUX OUVERTS
par Jacques Duboin
Deux rééditions récentes toujours d'actualité.
65 F chacune, franco



les mardi et jeudi
après-midi
16 (1) 30 71 58 04

Achetez vos livres et revues dans les librairies vendant la Grande Relève :

- *La Libre Pensée*
  10, rue des Fossés St-Jacques
  75005 PARIS
- *Parallèles*
  47, rue Saint-Honoré
  75001 PARIS

PRESENTATION GRAPHIQUE : *A.L. WITSCHGER*

NE PAS SE TAIRE !

par Marie-Louise DUBOIN

Par définition, un distributiste est le contraire d'un conservateur. C'est quelqu'un qui n'aspire qu'à voir la société évoluer : il ne peut plus supporter que croisse la misère dans un monde où l'abondance est devenue possible, il exige que le progrès serve à transformer le chômage en loisirs heureux, il veut mettre les machines au service des hommes et non l'inverse, il n'a ni le culte de l'argent, ni celui de "la réussite" à n'importe quel prix. Ni les batailles de chiffres, ni les bilans que les candidats s'envoient à la figure ne l'impressionnent. Et quand ses yeux, forcément, tombent sur le portrait plein d'auto-satisfaction d'un candidat dont les affiches inondent les murs, il ne voit que tout le gâchis que cela représente, tout ce qu'on aurait pu faire de mieux avec les millions que ces campagnes publicitaires engloutissent... ou bien il pense aux beaux arbres qui sont devenus ces papiers.

N'étant pas conservateur, un abondanciste ne vote pas à droite. Il vote encore moins pour un raciste d'extrême-droite pour qui patriotisme rime avec égoïsme.

Mais la récente expérience d'un gouvernement qui se disait de gauche l'a déçu. Il n'a pas admis qu'un parti qui se prétendait socialiste, qui avait affirmé dans son programme : "il ne s'agit pas pour nous d'aménager le système capitaliste mais de lui en substituer un autre", face volte-face et mette son point d'honneur à gérer le système capitaliste en question aussi bien que la droite, parfois mieux même, car le peuple lui faisait confiance.

Nous l'avons dit, écrit et réécrit dans ces colonnes : tous les pouvoirs que croyait détenir la gauche n'étaient rien auprès du pouvoir de l'argent, qui lui échappe complètement. Mais il fallait le dénoncer, ce pouvoir contre lequel la volonté du peuple se heurte ! Montrer qu'il empêche toute démocratie ! Dénoncer ces procédés qui rendent les financiers plus puissants que les gouvernements. Et surtout pas les admettre, puis renoncer à un idéal de changement.

Alors ? Certains abondancistes, représentés dans ces colonnes par "Pinoche", ont pris le parti de voter blanc. Tout en se défendant de refuser de voter, par égard pour tous ceux qui se sont battus pour que nous ayons le droit de vote (et les femmes sont encore plus sensibles que les hommes à ce scrupule). Malheureusement, refus de vote ou vote nul, tout cela fait bonnet blanc ou blanc bonnet quant aux résultats, car seuls les votes exprimés entrent dans les statistiques... Ne pas voter ou voter nul peut donc permettre au facisme de progresser...

Ce n'est pas là l'idéal d'un distributiste. Il est donc très malheureux, il se sent seul et incompris. Mais il a une voix et il refusera de se taire.

CHÔMAGE ET EMPLOI

Par André PRIME

CHÔMAGE :
OU EN SOMMES-NOUS ?

Les 2.500.000 chômeurs "incompressibles", plus personne n'y croit. Seuls s'accrochent à ce chiffre nos gouvernants, élection présidentielle oblige. Ils triturent le moindre pourcentage -0,1, 0,2 qui les avantage, les variations saisonnières ; ils ordonnent de rayer de l'ANPE ceux qui, fussent-ils diplômés, refusent un travail de Tucard (peut-être doit-on dire "tuciste", c'est plus doux!) : voir à ce sujet la GR de Mars.

Le chiffre le plus couramment évoqué, c'est 3 millions de chômeurs, soit 12,5 % — et non 10,5 selon les statistiques officielles — de la population active estimée à 24 millions d'individus (ne pas oublier que, statistiquement, les chômeurs sont classés dans la population active). Les préretraités, souvent dès 55 ans, les stagiaires et les personnes en congé-conversion ne sont bien entendu pas pris en compte comme chômeurs ; non plus que ceux qui arrivent sur le marché du travail et n'ont pas encore eu d'emploi. D'où le trompe l'œil.

En 1961, la France ne comptait que 141.000 chômeurs ; 15 ans plus tard, environ 350.000. Mais dès 1981, 1.700.000 et 3 millions en 1988. On mesure l'accélération de la courbe. On invoque l'augmentation de la population active, qui s'est accrue, par exemple de 1975 à 1982 de 1.350.000 personnes : c'est le résultat conjugué du baby-boom d'après guerre et de l'accroissement du nombre de femmes au travail. On oublie :
— que ces nouveaux travailleurs touchant un salaire font croître la consommation des ménages, et partant la production : ce n'est donc pas cela qui génère le chômage, au contraire.
— que l'allongement des études et l'abaissement de l'âge de la retraite réduit ipso facto le chiffre de la population active.

Oui, c'est bien la crise, c'est-à-dire l'incapacité du système capitaliste à maîtriser le couple production accrue par des machines de plus en plus performantes/adéquation du pouvoir d'achat distribué qui jette les salariés sur le pavé. Entre 1975 et 1982, 870.000 emplois industriels ont été détruits ; le fameux secteur tertiaire, surnommé par certains "secteur poubelle", qui devait tout absorber, n'en a créé dans le même temps que 200.000. Pour une démonstration radicale du phénomène, nous renvoyons le lecteur à la courbe de la page 20 de notre brochure "L'économie libérée". A la destruction des emplois industriels, il faut ajouter bien entendu la destruction des emplois agricoles.

Et ce n'est pas, hélàs, fini : l'INSEE prévoit la disparition chaque année de 90.000 emplois d'ici 1992 et confirme que la France connaîtra environ 3.500.000 chômeurs réels, les emplois dans les hautes technologies dont on nous avait promis monts et merveilles pour la création de postes, ne représentant au mieux alors que 5 % de l'emploi total.

* *
*

ÉTATS GÉNÉRAUX DU CHÔMAGE ET DE L'EMPLOI

J'ai tenu à assister à ces Etats Généraux, organisés à l'initiative du Mouvement National des Chômeurs et des Précaires, du Syndicat des Chômeurs et de Partage, à Paris, les 5 et 6 mars. Nombreux économistes, chercheurs au CNRS, sociologues, responsables syndicaux, et même un Ministre (Zeller) comme intervenants ; nombreux chômeurs dans la salle. On nous a annoncé 1500 participants à ces journées en roulement : ils ont pu suivre quelques-uns des 5 forums et des 20 carrefours (quelques médias, dont FR3, ont évoqué cette manifestation). En ce qui nous concerne, la librairie ayant accepté d'exposer quelques livres et brochures, nous avons eu un succès particulier avec "les Affranchis de l'an 2000" et "l'Economie libérée" de M.L. Duboin.

N'ayant pas le don d'ubiquité, je n'ai pu suivre que 2 forums : "Révolution technologique et emploi" "Comment vaincre le chômage ?" ; et 2 carrefours : "Crise du syndicalisme, société duale et chômage" "La montée des petits boulots ; vers une précarisation croissante des emplois et nouvelles formes d'exploitation".

Vous voyez que ce sont là des sujets au cœur de nos thèses. Comment résumer en quelques lignes l'esprit de ces journées et les arguments développés ?
— Tout d'abord, soulignons que les intervenants — 4 ou 5 par forum — devaient s'exprimer assez brièvement pour laisser une large place à la discussion. Ce qui fut fait.
— On ne peut passer sous silence des témoignages bouleversants sur la condition morale faite au chômeur. Une jeune femme évoqua le suicide de 2 de ses amis, une femme de 43 ans, un homme de 40 ans. M. Pagat confirma qu'au Syndicat des Chômeurs, ils avaient connaissance de nombreux cas de suicide, dont parle rarement la presse. Et que dire de toutes les dépressions nerveuses qu'entraîne la situation de chômeur !
— Cela explique en partie — toujours selon M. Pagat — que, politiquement, le Mouvement et le Syndicat des Chômeurs ne rencontrent qu'un écho limité, sans aucun rapport avec le nombre des chômeurs. Le chômeur a tendance à se replier sur lui-même. Et surtout il a une obsession majeure : retrouver du travail.

D'autre part, les responsables gouvernementaux, les partis et même les syndicats ont tendance à vouloir ignorer les chômeurs, surtout depuis qu'ils sentent que le chômage est devenu un phénomène de société, qu'il est "incompressible". Bref, tout le monde se défile. Les syndicats sont surtout préoccupés de défendre ceux qui ont un "job".
— Il nous a semblé — corollairement à cette situation — que le Mouvement créé par Pagat a tendance à glisser dans le Caritatif ; il est largement soutenu du reste par des catholiques. Un syndicat des Chômeurs politiquement actif, agressif, reste à créer. Mais est-ce possible ?

Toujours est-il qu'il existe de très nombreuses maisons de chômeurs en France, qui agissent dans un esprit d'aide morale ou matérielle, servent de conseil juridique ; si des amis distributistes veulent en contacter, ils peuvent écrire pour se renseigner à "Partage", 54, rue des Entrepôts, 93400 Saint-Ouen, et s'ils le souhaitent, s'abonner au journal mensuel "Partage" (90 F).

Nous terminerons sur les questions de fond qui ont été débattues et les propositions qui ont été faites. On peut les résumer ainsi :

1. Revenu social garanti. On évite à juste titre de parler de minimum social garanti, laissant ainsi la porte ouverte à des sommes allant de 2.000 F à 2/3 du SMIC. Cette idée est donc bien dans l'air et c'est probablement ainsi que les futurs gouvernements — de droite ou de gauche — règleront les risques d'explosion sociale.

2. Journée de 35 heures. Idée couplée avec le travail à mi-temps. Ce qui se passe en Allemagne capitaliste confirme que ce n'est plus, à moyen terme au moins, une vue de l'esprit.

3. Développement de la "nébuleuse" tertiaire. Là, des idées nombreuses, souvent contradictoires, voire confuses. La création d'emplois "conviviaux" ; de petits boulots, souvent mal rémunérés, constituent des "gisements d'emplois" importants. Ça rejoint la théorie actuelle des socialistes.

Aucun orateur n'a évoqué sérieusement la rupture indispensable avec le capitalisme pour "en sortir" : de nombreux congressistes par contre ont posé, et souvent avec virulence, la question. J'ai moi-même interrogé un intervenant "Pensez-vous que le problème du chômage puisse être résolu dans le cadre d'un régime de marché ?" Réponse de l'orateur, Professeur d'Économie, très brillant dans l'analyse de la situation actuelle : "C'est un faux problème. La question ne se pose pas ainsi, c'est plus complexe que cela. Compte tenu de la mondialisation de l'Economie, on ne peut pas... etc... etc..." Bref, l'antenne habituelle : nous sommes des utopistes.

Il a été beaucoup débattu de la redistribution des gains de productivité, seule façon d'alimenter les créations d'emplois dans le tertiaire et de répondre aux impératifs de solidarité dans la société d'aujourd'hui et de demain. Pour la même raison, les prélèvements obligatoires ne peuvent diminuer. Sur ce point, les faits confi confirment ce que, nous aussi, nous avons toujours soutenu : en 1987 sous la droite qui devait diminue impôts et taxes, il s'avère que les P.O ont continué à croître de 0,3 pou atteindre 44,7 %.

ÇA VA CHANGER !... ?

par Pinoche
(socialiste et chrétien du XXIe siècle)

LETTRE OUVERTE AUX :
2,5 MILLIONS DE FRANÇAIS DE NOTRE QUART MONDE (1)
5 MILLIONS DE FRANÇAIS QUI VIVENT D'AUMONES (2)

Vous avez un espoir : bientôt les Présidentielles, si vous faites le bon choix, ça va changer !

Essayons de faire ensemble le bilan des 14 dernières années :

1974 : pas ou peu de chômeurs
peu de misère
peu de délinquance
peu de drogués

1988 : 3 millions de chômeurs ou plutôt de sans travail
beaucoup de misère "Vous"
beaucoup de délinquance
beaucoup de drogués

Dans cet intervalle, nous avons eu successivement au pouvoir : la Droite, la Gauche, puis la cohabitation.

C'est un constat d'impuissance des partis

Pourquoi ? Parce que chacun se pare d'un idéal qui n'est qu'un vernis superficiel car :
— si les Communistes étaient communistes
— si les Socialistes étaient socialistes
— si la Droite catholique était chrétienne,

croyez-vous qu'ils accepteraient que l'on détruise toutes ces richesses (voir notre couverture) pendant que vous, VOUS AVEZ FAIM ?

De là à penser que nos candidats s'occupent avant tout de leurs intérêts, de leur job (la politique) et qu'ils se moquent pas mal du sort des 55 millions de Français, il n'y a qu'un pas. En effet, qui paie des fortunes pour DÉTRUIRE ces RICHESSES ? NOUS, les cochons de payants : les CONTRIBUABLES.

Si l'on veut se donner la peine de réfléchir et de juger sur résultats, peut-on dire que la France est un pays démocratique ? Non, car il n'y a en France qu'un parti unique, celui des ADORATEURS du VEAU D'OR.

Mon choix est fait, je voterai car j'ai trop de respect pour ceux qui sont morts pour nous donner le droit de vote. Je voterai NUL en inscrivant sur mon bulletin de vote :
"AU LIEU DE DÉTRUIRE L'ABONDANCE, DISTRIBUEZ-LA A CEUX QUI ONT FAIM".

(1) Yvon le Vaillant dans le Nouvel Observateur.
(2) Abbé Pierre, dans Télé 7 Jours.

"Les besoins en aide alimentaire des 45 pays d'Afrique subsaharienne atteindront 4,5 millions de tonnes en 1988 (soit 42% de plus que l'an dernier)".
Données de la F.A.O.

40.000 enfants meurent chaque jour par faute de nourriture ou de soins élémentaires.
Enquête de l'U.N.I.C.E.F.

Famine financière : en 1986, le continent noir a reçu 18 milliards de dollars de la communauté mondiale. La même année, la baisse du prix de ses matières premières et le remboursement de dettes lui ont coûté 34 milliards de dollars. Bilan : moins 16 milliards de dollars.

AUTOGESTION-PARTICIPATION ? *par René MARLIN*

C'est une banalité que de constater la pauvreté du débat politique des élections présidentielles ! La nature du duel, lors du second tour, auquel pensent les candidats en position de l'emporter et la faible marge prévisible de la victoire rendent forcément prudents. Seuls les candidats marginaux peuvent donc se permettre de parler nouveau et clair. Même les lieutenants restent réservés. Michel Rocard ne parle plus d'autogestion. Jacques Toubon confond participation, privatisations et mainmise d'un clan sur les entreprises. Comment donc envisager la gestion des entités économiques et favoriser l'évolution nécessaire vers plus de participation effective des personnels dans les décisions, seul moyen de motiver les travailleurs ?

Ne faisons que pour mémoire référence aux illusions néo-libérales de capitalisme populaire. Les privatisations ne sont qu'une caricature d'ouverture au plus grand nombre ; nous l'avons déjà démontré (1). Quoiqu'il en soit et même si un nombre important d'actionnaires entraient dans le capital, il est acquis qu'ils ne s'intéresseraient pas à la vie interne de la société. Le jeu boursier s'apparente au loto et au bingo, il ne constitue pas une participation dans le sens des conseillers du Général de Gaulle (H. Vallon et P. Langevin) : une alternative au capitalisme et au communisme. Au contraire, on a pu se demander à bon droit si le système financier ne jouait pas contre l'industrie et contre les entreprises, déconnexion favorable à ces dernières jusqu'à présent préservées des atteintes du krach boursier d'octobre 1987.

Autre abus de vocabulaire, l'emploi du terme mutualisation pour qualifier le rachat du Crédit Agricole par ses caisses départementales. Au-delà des contestations sur le prix "bradé" de 7 milliards de F et sur la majorité garantie aux "agriculteurs" dans le conseil d'administration, l'opération ne s'apparente en rien à une mutualisation. En effet, une mutuelle est, par essence, ouverte aux membres individuels et tous peuvent y accéder. Fermée, elle perd tout intérêt.

En Allemagne Fédérale, la cogestion est à l'honneur. Les représentants syndicaux, véritables potentats, sont entrés dans les organes qui administrent les entreprises. Outre que cette solution ne saurait s'appliquer en France, en raison du faible taux de syndicalisation, on sait que la plupart des syndicats nationaux sont ici opposés à la prise de responsabilités dans la gestion. Ils estiment qu'ils convient de ne pas faire de la collaboration de classes ou pensent qu'il faut séparer le pouvoir de décision et celui de contestation.

En dehors des sociétés capitalistes pures, d'autres formules subsistent encore en économie industrielle ou commerciale. Citons les mutuelles et les coopératives. Les mutuelles déjà nommées sont intéressantes, il en est de plusieurs sortes dont celles qui couvrent le domaine social : assurances complémentaires de tous ordres, mutualité agricole. Certaines ont voulu se lancer dans le commerce. Beaucoup y ont échoué. La fraternité et la solidarité s'accomodent mal de la concurrence et du profit. D'autres n'ont de mutuelles que le nom ; c'est le cas des assurances générales où certaines pratiquent des tarifs effectivement intéressants alors que d'autres s'alignent sur leurs congénères.

Les coopératives sont en principe composées de membres à part entière qui participent aux bénéfices comme aux pertes éventuelles ; elles sont prônées par des abondancistes qui y voient une bonne école de gestion et un moyen d'associer pleinement les travailleurs à la direction des entreprises ainsi qu'une transition vers l'économie distributive. Hélas, on ne peut pas écrire que les échecs des coopératives, aussi bien dans la production (Boimondau, AOIP) que dans la consommation (Coop) soient très prometteurs. Il en est de même des communautés qui s'étaient réunies dans la mouvance des événements de 1968, allant jusqu'à tout mettre en commun. D'autres expériences plus encoura-geantes sont les kibboutzim qui s'apparentent souvent, à la fois, aux coopératives et aux communautés. L'on peut se demander toutefois si ce système est adapté à nos mentalités occidentales.

Enfin, d'aucuns voient, dans les implications économiques du fédéralisme, une autre voie transitoire n'excluant d'ailleurs pas les propositions précédentes.

Il est certain que l'organisation fédérale présente le double avantage d'éviter les écueils d'une centralistion excessive et d'un bureaucratisme souvent envahissant. Prétendant placer la décision au niveau du besoin, depuis la famille jusqu'au plan mondial, ce principe parait séduisant et universel. Justement n'est-il pas trop ambitieux ? Ne se situe-t-il pas bien au-delà des moyens à notre portée ? Ne manque-t-il pas de pragmatisme en voulant régler tous les problèmes à la fois à quelque endroit qu'ils se situent ? Désirant tout résoudre, ne se condamne-t-il pas à l'impuissance ?

J'en reviendrai donc à une solution de transition déjà étudiée avec un concours syndical dans le cadre du retour au pouvoir de la gauche en 1981. Le "statut" préparé à cette occasion et qui n'a pu être mis en application, prévoyait, pour commencer, une représentation tripartite au Conseil d'Administration retenu comme le centre de décisions de la société. Il s'agissait d'une entreprise ayant le caractère d'un Etablissement Public Industriel et Commercial (EPIC) c'est-à-dire assimilable à une "nationalisée régionale". Le système peut s'appliquer aussi bien aux grandes nationalisées qu'aux entreprises privées et présente des avantages sur les deux formules : supprimer l'antagonisme entre le personnel et son employeur (le patron ou l'état-patron).

Le Conseil d'Administration est donc composé de représentants des trois groupes intéressés par la bonne marche de l'entité économique : les consommateurs, le personnel et l'employeur (état ou actionnaires). Bien entendu, nous en resterons à la présentation du principe susceptible d'applications diverses. En particulier, l'orientation générale vers l'autogestion serait tempérée par la représentation de ceux qui sont souvent oubliés, à gauche comme à droite, et qui constituent pourtant la finalité même de la production : les consommateurs. Leurs représentants pourraient être, par exemple, élus parmi les membres des différentes associations ou fédérations qui les regroupent à présent.

Suite page 7

GRAND DÉBAT

Grand débat sur France Culture.

Le 15 février, à la tribune du "Grand Débat" figuraient M. Delebarre, M. Albert, G. Sorman... Je suis intervenu depuis la salle de la façon suivante:

"Les ingénieurs ont résolu les problèmes de la production des richesses, grâce aux robots. Mais les économistes ne se sont pas adaptés à cette situation révolutionnaire. Ils veulent toujours créer des marchés. C'est-à-dire qu'ils cherchent à recréer la rareté des produits pour en maintenir les prix. A Bruxelles, par exemple, les Douze se sont mis d'accord pour décider la destruction de richesses considérables dont les 15 millions de pauvres européens, "exclus du marché" auraient bien aimé profiter... Or ni le "socialisme", ni le libéralisme n'ont pu résoudre ce problème. Quand les économistes se décideront-ils à étudier un nouveau système monétaire qui baserait le pouvoir d'achat de chaque citoyen sur les richesses produites et non plus, comme actuellement encore, sur le temps de travail qui ne fait que diminuer grâce aux robots ?"

Ma question a bien été retransmise sur France-Culture le 22 février, à 21 heures. Ainsi que quelques réactions lamentables comme celles de M. Albert, disant que le Japon, la Corée, la Suède n'avaient pas de chômage. "Parce qu'ils exportent leur chômage", lui ai-je répliqué. Autre belle sortie de G. Sorman prétendant à peu près que "Les robots créent de l'emploi" ! Ah ces libéraux...

Guy Marchand

Suite de la page 6

Qu'il soit bien entendu que ce projet s'inscrit seulement dans le cadre des mesures propres à faciliter, dans une étape bien ultérieure, l'accès à l'économie distributive. Applicable dans le cadre de l'éonomie de marché, il ne serait qu'une amélioration limitée de l'économie actuelle.

(1) Voir "Capitalisme populaire ?" G.R. n° 853.

LE PÈRE WRESINSKI

A la fin de l'année dernière, nous avions envoyé au Père Joseph Wresinski une lettre lui exposant les buts de notre association, alors que la Grande Relève lui est depuis longtemps régulièrement envoyée.

Fondateur de l'Association Aide-à-Toute-Détresse-Quart-Mle Père Wresinski a consacré tous ses efforts à redonner aux pauvres leur dignité et à combattre la misère.

La démarche de l'association A.T.D. Quart-Monde est originale :

— aider les pauvres à s'en sortir eux-mêmes en vivant parmi eux,

— faire prendre conscience à tout le monde que la pauvreté n'est pas une fatalité et doit disparaître.

Dans son aimable réponse, le Père Wresinski nous signalait sa connaissance de Jacques Duboin et constatait nos points communs : revenu garanti, non-violence, droits de l'homme.

Hélas, il n'a sans doute pas eu le temps de lire notre dernière lettre, et aujourd'hui les plus pauvres parmi les pauvres sont en deuil.

A tous ses proches, nous exprimons de nouveau ici notre sympathie la plus vive.

Jean Mestrallet

DU NOUVEAU

Pour aider notre propagande, vous pouvez maintenant proposer à vos amis, voisins. collègues, de nous consulter sur minitel.

36-15
code ALAB
LA GRANDE RELEVE

Lisez, faites lire,
un OUVRAGE DE REFLEXION
et de LONGUE HALEINE :

ELEMENTS DE SOCIOLOGIE SCIENTIFIQUE

par Marc IEL

A commander à
LA GRANDE RELEVE
592 pages, **85 F** franco

LETTRE A UN CANDIDAT

Le candidat écologiste WAECHTER est probablement le plus proche de nos idées et il pourrait défendre nos thèses. Voici le genre de lettre que je propose aux lecteurs de la Grande Relève de lui écrire :

Monsieur le candidat des écologistes, C'est avec satisfaction que nous notons votre candidature aux présidentielles car pour nous, abondancistes, la défense de la nature est très importante.

Nous vous suggérons, au cours de votre campagne, de mettre en évidence la relation entre les dégâts que subit notre environnement avec la démesure des nuisances que provoquent les excès de la consommation dans une société dont l'idéal est de vendre, de vendre n'importe quoi, au maximum et dans le seul but du profit, quelles qu'en soient les conséquences. Voilà l'origine aussi bien des marées noires que de la prolifération des voitures et poids lourds qui empoisonnent l'atmosphère, voilà pourquoi on lance des recherches effrénées pour trouver du pétrole partout, avec tous les risques que cela comporte. Voilà pourquoi l'oxyde de carbone s'accumule dans les agglomérations tandis qu'on ne parvient pas à empêcher la fabrication et la vente des bombes à aérosols dont le fréon s'accumule dans la stratosphère et y détruit irréversiblement l'ozone qui nous protège.

Et la course aux armements ? Il faut aussi dénoncer les "affaires" qu'elle représente : dix millions de francs chaque minute. Le risque qu'elle implique pour l'espèce humaine ne compte pas auprès des sommes aussi fabuleuses...

Les écologistes se doivent de comprendre pourquoi les abondancistes opposent à ces débordements insensés une société conviviale qui utilise les progrès techniques, mais à d'autres fins, comme vous l'explique le tract ci-joint .

Souhaitant que ces arguments et nos propositions vous aident à convaincre beaucoup d'électeurs, veuillez agréer, etc...

J. Kahn

Amis distributistes, AU TRAVAIL ! :

SOCIALISER L'ABONDANCE

Par le G.R.H.A.P.

Jean Belaubre et Jean Damblans du groupe de recherches des Halles de Paris (GRHAP) (ainsi nommé uniquement en raison de sa localisation) ont présenté à la réunion du Comité de la Grande Relève du samedi 30 janvier, la situation des études effectuées par leur groupe, préparées par l'un mais discutées par tous et mises sous une forme provisoire non exhaustive.

L'atelier réunit une petite équipe de camarades à des titres divers mais de formation et d'activités variées et possédant tous une certaine culture politique. Cette équipe ne souhaite en aucune sorte se substituer aux groupes abondancistes existants. Elle pense seulement en conclusion de ses travaux qu'il serait éminemment souhaitable que soit constitué un ou des groupes rédactionnels d'un ouvrage de référence présentant l'analyse et les solutions abondancistes, pour permettre d'entreprendre ultérieurement une action plus concrète à définir avec les camarades qu'une forme d'activité éventuellement plus politique intéresserait.

L'expérience prouve surabondamment en effet qu'il est impossible de charger les autres de présenter/défendre notre analyse et de tendre à la concrétisation de nos conclusions... "Il faut aller soi-même au charbon".

L'établissement d'un tel ouvrage de la classe, pour fixer les idées, de la **"Théorie Générale"** de J.M. Keynes (Payot) ou de **"Capitalisme-socialisme et démocratie"** de J. Schumpeter (Payot) (si comme nous l'espérons nous en avons la possibilité intellectuelle) impliquerait pour un homme seul un travail d'un certain nombre d'années avec évidemment tous les défauts et lacunes que présenterait une telle production (sauf pour son auteur d'être enseignant et de ce fait de pouvoir actualiser en permanence ses références et débattre à la continue de ses réflexions avec des interlocuteurs informés et valables).

Pour aboutir rapidement serait envisagée la création d'un groupe de travail par chapitre du livre en projet, suivant le sommaire provisoire proposé sur lequel nous pourrions nous mettre d'accord rapidement. Ces groupes de travail constitués seront évidemment susceptibles d'intégrer à tout moment tout spécialiste que chacun d'entre nous dans son entourage intéresserait au travail en cours.

En matière de **forme,** pour fixer les idées, les études scientifiques, économiques actuelles, l'histoire nouvelle (entr'autres celles de L. Febvre, M. Bloch, F. Braudel, J. Le Goff, G. Duby) nous ont habitués à des exposés où chaque idée avancée a été confrontée à celle de scientifiques, d'économistes, d'historiens, de sociologues ou autres, si bien qu'un ouvrage comme par exemple : **"Le problème de l'incroyance. La religion de Rabelais"** de L. Febvre — Ed. Albin Michel comporte 25 pages de références bibliographiques et la liste ne serait pas exhaustive, de même **"Les origines d l'économie occidentale"** - Ed. Albin Michel de R. Latouche comporte quelque 60 pages de références bibliographiques.

Ainsi en parodiant L. Febvre dans le livre précité, page 323 pourrait-on écrire : "Supposons un homme exceptionnel... qui se montre capable de devancer d'un siècle ses contemporains, de formuler des vérités qui ne seront tenues comme telles que cinquante, soixante ou cent ans plus tard... où trouvera-t-il des appuis ? Nous serons bien forcés de nous rallier à deux conclusions :

"L'une, que ce qu'a pu dire cet homme n'importe pas... Car nier c'est dire posément, calmement les raisons qui ne doivent pas, ne peuvent pas être fragmentaires mais constituer un faisceau véritable de raisons cohérentes, s'étayant l'une l'autre et reposant les unes et les autres sur un faisceau de constatations scientifiques concordantes. Si ce faisceau ne peut être formé, la négation est sans portée".

"Seconde conclusion : parler d'abondance à une époque où contre une économie capitaliste, aux prises universelles, si les hommes les plus intel intelligents, les plus savants ou audacieux ne trouvent pas d'appui, c'est un peu parler d'une chimère".

"Quels sont donc les appuis de l'abondancisme ? Dans l'histoire ? dans les sciences physiques, économiques, monétaires, dans les techno technologies à leur point de développement actuel ?..."

Lu dans "La Tribune de Genève" :

DES ROBOTS ET DES HOMMES

L'un de vos rédacteurs terminait un article sur le gel des terres paysannes en Europe ("Tribune de Genève") du 12 février) par un appel à franchir le pas pour penser que "la balle est du côté des consommateurs".

Permettez-moi de répondre ainsi à l'éditorial d'un autre rédacteur (dans le même numéro) pour lequel, en cas d'excédents, "l'unique solution praticable passe par une réduction de la production" : pourquoi les consommateurs non solvables, de plus en plus nombreux (chômeurs) ne bénéficieraient pas de ces excédents par une forme de redistribution analogue à celle des "Restaurants du Cœur" ?

Comme ce qui est rare est cher, le système dit libéral doit constamment créer de la rareté, donc de la pauvreté, conformément au principe énoncé par ***l'ancien secrétaire d'Etat français à l'économie et aux finances, Jacques Duboin : "L'abondance tue le profit".***

Cela commence par le gel des terres et finit par la liquidation des stocks invendables au moyen d'une guerre où, comme lors de la dernière, les chômeurs sont transformés en chair à canon. La rareté de la main-d'œuvre et des produits est ainsi reconstituée, et le profit peut reprendre !

L'analyse économique dite "distributiste" *procède plus humainement : les travailleurs, rendus inutiles par des robots qui ne consomment pas, ont la fonction (et la nécessité) d'absorber ce qui serait un "excédent" dans un système de profit, grâce à une monnaie de consommation spéciale ne servant qu'une seule fois (comme une carte de bus) et distribuée à titre de* ***"revenu social"*** *(ou de "dividende", thèse du Crédit Social de Douglas, ou de "rente foncière", thèse du franchisme de Gesell).*

Les êtres humains, même non solvabilisés par un service rendu à leur place par une machine, sont en effet cohéritiers des ressources naturelles (la planète) et du "sol" collectif constitué par l'accumulation des progrès accomplis par leurs ancêtres (inventions, infrastructures, réformes et littérature).

Ce sont là "quelques vérités économiques et sociales toutes simples", pour reprendre les termes de votre collaborateur. Celui-ci oublie que la concentration, si elle convient à l'industrie, ne convient pas à l'agriculture car la nature et la vie ont besoin de diversité.

La concentration des profits par "économies d'échelle" n'est pas le but ultime à viser car elle aboutit à ce qu'une très faible minorité réunisse en ses mains le maximum de richesse et de pouvoir, ce que l'on constate dans les régimes totalitaires.

S'il est sans doute "illusoire de vouloir freiner le progrès technique", il est encore moins logique et plus "sentimental" de croire que ce progrès apporterait, "par la compétitivité des secteurs concernés", la solution définitive aux problèmes humains : un ordinateur, livré à lui-même dans sa recherche du profit, conclurait sans doute qu'il convient d'éliminer totalement l'espèce humaine, non rentable, pour la remplacer par des robots sans salaire et propres à maximiser un revenu obtenu par la mise en coupe réglée de l'environnement.

Mais serait-ce un profit, et à qui cela profiterait-il ? "La survie temporaire d'une solution non viable" (la vie humaine ici-bas) passe certainement par une reprise en main de ces questions au niveau démocratique, et donc par un interventionnisme de l'Etat élu contre les "renards dans le poulailler" que sont les prédateurs financiers et leurs émules dérégulateurs.

Denis BLOUD
(La Tribune de Genève, 23.2.88)

Il ne s'agit pas d'énoncer le problèmes des excédents agricoles rapportés par Newsweek seulement comme ils se présentent pour nous abondancistes mais bien de les situer dans leur contexte national et international. Comment oser parler de ces excédents sans avoir lu sinon parcouru les **Rapports généraux sur l'activité des Communautés Européennes** et pour mémoire: **"La politique agricole** des États-Unis d'Yves Gazzo — préface M. Rocard — Revue Economica ainsi que l'article: **"La faillite de l'agriculture américaine dans un monde sous-alimenté"** Florence Baugé — Le Monde diplomatique — Janvier 87, les articles d'Henri Vallet et de Claude Servolin dans le Monde diplomatique de février 88 ?

Un document disponible: "Synopsis d'un livre à paraître sur la socialisation de l'abondance" a été établi antérieurement par le GRHAP. Nous le résumons brièvement :

1) Naissance, développement, épanouissement puis dépérissement obligé de l'économie capitaliste :
L'économie antique — les origines de l'économie occidentale : économie de subsistance et naissance de l'économie de marché. Apparition du capitalisme. L'épanouissement de l'économie capitaliste et sa dynamique — son dépérissement obligé en particulier de l'intérieur.

2) La critique de l'économie politique: ses objectifs actuels et ses limites obligées du fait même de ses objectifs.

3) L'histoire de la Monnaie et des Monnaies: définitions et antinomie des usages : détermination/expression de la valeur — moyen d'échange — accumulation et spéculation.
—Analyse des possibilités et perspectives de la monnaie, (du numéraire), électronique et de la géofinance.
Nécessité de restaurer l'instrument d'échange: historique des monnaies de consommation.

4) Les options politiques actuelles :
L'option néolibérale : historique—finalité—motivation réelle et perspectives.
Les options socialistes et social-démocrate.

5) La mutation en cours — ses preuves :
Les données statistiques de l'OCDE prouvent la pertinence de notre analyse.
Mais il faudrait reprendre contact avec les auteurs d'études conjoncturelles pour entendre leurs arguments — les développer et réfuter si besoin.

6) Les difficultés des hommes à se rendre intellectuellement disponibles et ouverts aux idées nouvelles, quel que rationnelles qu'elles puissent paraître, et être, effectivement.

7) Quelle organisation dans la période de transition nécessaire :

— Secteur de la nécessité — nationalisé pour la production aussi automatisée que possible des produits abondants reconnus socialement utiles — monnaie de consommation millésimée.

— Secteur de l'autonomie — production en régime de capitalisme libéral sans intervention de l'Etat — monnaie nationale.

8) Monnaie (de préférence : numéraire) de consommation : (mais ce terme numéraire impliquerait un exposé qui sortirait du cadre de ce bref article).
Définition et moyen d'émission.

Méthode de régulation du rapport: monnaie de consommation (en circulation) /monnaie nationale (en circulation).
Réalisation d'une simulation pour confirmer les modalités d'introduction de la monnaie de consommation et les possibilités de régulation envisagées.

9) Examiner les répercussions et incidences au plan international de l'instauration d'une telle monnaie de consommation nationale.

10) Conclusion : Les politiques pourront-ils vaincre leur incurie, dépasser leur pusillanimité et leur égocentrisme.

—Un certain nombre de dossiers ont été établis et discutés avec indication des bibliographies de référence. Ils seront à reprendre, à compléter éventuellement et à rédiger.

—Choisissez le ou les rubriques susceptibles de vous intéresser dans l'ordre et remplissez l'encadré ci-contre.

Pour une information qui vous paraîtrait nécessaire, demandez-nous préalablement les deux documents : **" Socialisons l'abondance"** et **"Synopsis d'un livre à paraître". Prix 10 F franco l'un.**

Encart à retourner à la Grande Relève

Participation aux frais : 10 F par envoi. Date : _____

— Nom et Prénom : _____

Adresse : _____

— Rubriques vous intéressant (dans l'ordre d'intérêt) :

1) _____

2) _____

3) _____

Signature :

— Participation aux frais F jointe par chèque bancaire.

LE DROIT RÉGALIEN

Paul Magre, de Rezé, a envoyé à de nombreuses personnalités une lettre ouverte dont voici l'essentiel :
"Il y aura 40 ans cette année, l'O.N.U., animée des meilleurs intentions, a fait adopter la ***Déclaration Universelle des Droits de l'Homme,*** *à laquelle la France avait apposé sa signature.*

L'Article 25 de cette déclaration précise que toute personne a droit à un niveau de vie suffisant pour assurer sa santé, son bien-être et celui de sa famille, notamment pour l'alimentation, le logement, les soins médicaux et les services sociaux. Elle a droit à la sécurité en cas de chômage, d'invalidité, de veuvage, de vieillesse, dans tous les cas de perte de ses moyens de subsistance par suite de circonstances indépendantes de sa volonté.

Qu'en est-il aujourd'hui ? Alors que M. Seguin, déclare "le plein-emploi, c'est fini", c'est trois millions de travailleurs qui sont réduits à la pauvreté et on tend une sébile pour que les restaurants du cœur puissent aider à survivre ceux qui n'ont plus de ressources. Dans le même temps, l'Etat offre une indemnité de 5.500 F à l'hectare aux agriculteurs qui acceptent d'enfouir des tonnes de pommes de terre invendables, faute d'acheteurs.

L'Etat, quand il le veut, sait reprendre son droit régalien de battre monnaie: en 1981, le Trésor a créé 56 milliards de Francs (sur 237) pour financer son "déficit budgétaire". Pourquoi ne le reprendrait-il pas quand il s'agit de mettre fin à la misère, pour financer la sécurité sociale ? Pourquoi ne pas créer dès maintenant une nouvelle monnaie, un "Franc-Secours" jusqu'à équivalence de tous les invendus et assurer ainsi un revenu à ceux qui n'ont plus de ressources ?"

NOUVELLES DES CRÉDITISTES CANADIENS

"Le paysan biologique" (1) reprend sous la signature d'Alain PILOTE des informations sur une controverse devant le Congrès des Etats-Unis et les tentatives d'Alan GARCIA, président de la République du PÉROU extraites de "Vers demain" l'organe des créditistes canadiens".

Le premier article est intitulé "Le Sénateur américain Jack Metcalf veut redonner au Congrès des Etats-Unis le pouvoir d'émettre l'argent". En voici de larges extraits :

L'Histoire politique des Etats-Unis, spécialement celle des 100 premières années (1776-1876), peut se résumer dans la bataille entre les banquiers internationaux et le gouvernement légitimement élu de la nation pour le contrôle et l'émission de la monnaie. Les banquiers semblaient avoir eu le dernier mot dans cette bataille lorsqu'en 1913, le Congrès des Etats-Unis votait le "Federal Reserve Act", qui enlevait au Congrès lui-même le pouvoir de créer l'argent et remettait ce pouvoir à la Réserve Fédérale (Banque centrale des Etats-Unis).

Mais voici qu'un sénateur de l'Etat de Washington, M. Jack Metcalf se lève et part en campagne contre la "Réserve Fédérale", pour redonner au Congrès son pouvoir d'émettre l'argent, pouvoir qui est clairement inscrit dans la Constitution américaine.

Et ce qui est le plus surprenant, c'est que la nouvelle est rapportée en page couverture du porte-parole des milieux financiers et grand défenseur des banquiers, le "Wall Street Journal", édition du 16 juillet 1987, sous le titre : "Fed Up with the Fed, a State Legislator Moves to Abolish it" (En ayant plein de dos de la Réserve Fédérale, un législateur d'Etat prend des mesures pour l'abolir).

Le sénateur voyage à travers tout l'Etat et il a gagné l'appui de plusieurs groupes populaires en vue de ce référendum. C'est une véritable campagne d'éducation sur le fonctionnement du système bancaire qu'il a entreprise, et il parle pour être compris de son auditoire. A un groupe de chefs syndicaux réunis à Seattle par exemple, il raconte l'histoire du "Saloon de la Réserve Fédérale" :

"Quatre cowboys déposent leurs avoirs comme garantie pour emprunter un jeu de cartes. Le problème est que chacun des quatre doit rapporter 14 cartes à la fin de la soirée - une impossibilité mathématique (il n'y a que 52 cartes en tout, soit 13 pour chacun). A la fin, un joueur se retrouve avec seulement 10 cartes et perd tout ce qui lui appartenait... C'est cela le problème avec la Réserve Fédérale. Elle créé l'argent pour les prêts mais ne créé pas l'argent pour payer les intérêts...

Le Wall Street Journal termine son article en essayant de discréditer le Sénateur Metcalf avec toutes sortes de faussetés et d'insinuations, et voudrait bien que les gens votent contre son référendum. Cela n'est pas surprenant de la part des banquiers, car lorsqu'ils sentent la soupe chaude et leur pouvoir menacé, ils sont prêts à employer les ruses et stratagèmes les plus déloyaux et perfides pour que leur monopole de la création de l'argent ne soit pas contesté. Ils ont employé les mêmes tactiques contre C.H. Douglas et Louis Even, mais lorsque la vérité éclate en plein jour et que la lumière est faite sur leur système voleur, les banquiers ne peuvent plus l'arrêter, malgré tous leurs millions et les efforts de leurs fidèles serviteurs lèchebottes pour tenir la population dans l'ignorance de leur vol.

* *
*

APPEL AU PUBLIC

La Sénateur Metcalf sait très bien que les financiers peuvent corrompre et acheter quelques représentants élus, mais ils ne peuvent acheter toute une population, c'est pourquoi il fait appel au peuple par la méthode d'un référendum, pour que la question "Qui doit créer l'argent ?" soit connue du public le plus largement possible. "C'est la question la plus importante devant n'importe quelle législature de n'importe quel Etat de l'Union cette année", dit Metcalf.

Metcalf soutient qu'il est absurde que le gouvernement paye des intérêts à un système bancaire privé pour l'usage de son propre argent, qu'il pourrait émettre lui-même sans intérêt. Et il soutient aussi que le Congrès, lorsqu'il a délégué à la Réserve Fédérale en décembre 1913 le pouvoir de créer l'argent, n'avait pas l'autorisation constitutionnelle de déléguer ce pouvoir.

* *
*

QUI DOIT CRÉER L'ARGENT NOUVEAU ? LA SOCIÉTÉ

Qui doit créer l'argent nouveau ? Les créditistes le savent depuis longtemps, c'est la société, et plus précisément, le gouvernement agissant au nom de cette société. L'argent nouveau appartient à la société, et non pas au banquier, car cet argent est basé sur la production de la société ; le banquier n'a absolument rien produit dans le pays, il n'a fait qu'apporter des chiffres. Sans la production de tous les citoyens du pays, les chiffres du banquiers ne valent rien. Mais le banquier agit comme si cet argent nouveau lui appartenait, le prête et réclame un intérêt sur ce prêt par-dessus le marché. C'est un double vol.

C'est ce qui fait que plus le pays se développe, plus la production augmente, plus le pays s'endette. Plus le pays est riche, plus il est endetté ! C'est contradictoire, mais ça démontre justement que c'est le système des banquiers qui est à l'envers. Sous un tel système de fou, ceux qui ont bâti le pays, la population, le doivent à ceux qui n'ont absolument pas levé une seule pelletée de terre. les banquiers n'ont fait qu'écrire des chiffres pour permettre à la population du pays d'utiliser sa propre capacité de production et faire usage de ses propres richesses.

La justice et le simple bon sens exigent que ce soit le gouverment qui émette lui-même son argent, sans intérêt, sans passer par les banquiers privés. Le gouvernement, par l'intermédiaire d'un office National de Crédit (ou d'une autre institution, qui pourrait même être la Banque du Canada pour les Canadiens, et la Réserve Fédérale pour les Etats-Unis, mais cette fois-ci réellement mise au service de la population, et non pour servir les intérêts de banquiers privés), établirait une comptabilité exacte, où tout endettement serait impossible : l'argent nouveau serait émis au rythme de la production, et retiré de la circulation au rythme de la consommation. On aurait ainsi un équilibre constant entre l'argent et les produits, et l'argent garderait toujours sa même valeur.

C'est cela que propose entre autres le Crédit Social, qui en plus de son dividende à chaque citoyen et sa fameuse technique de l'escompte sur les prix, garantirait à chaque citoyen, le nécessaire pour vivre et empêcherait toute inflation des prix. L'argent serait enfin mis au service de la personne humaine.

* *
*

Voici maintenant d'autres passages d'un article sous le titre : "Le Pérou lutte contre les banquiers internationaux — Alan Garcia instaure la "démocratie économique." La police utilise les grenades lacrymogènes contre les banquiers" :

...Le président du Pérou, Alan Garcia, continue sa lutte contre les banquiers internationaux. Le 28 juillet 1987, il annonçait un

(1) 5, rue de Renac
44143 CHATEAUBRIANT CEDEX

Lu vu entendu

projet de "démocratie économique" pour le Pérou, qui comprend la "nationalisation de la Banque". Et le 13 août 1987, le parlement péruvien approuvait le projet de loi prévoyant la nationalisation de 10 banques, de 6 sociétés financières et de 17 compagnies d'assurances...

Et le "Toronto Star" du 5 août 1987 rapportait la nouvelle suivante, avec le titre assez spectaculaire : "La police péruvienne utilise les grenades lacrymogènes contre les banquiers" :
"LIMA (Reuter) - La police a utilisé les gaz lacrymogènes contre les cadres et les employés de banque marchant à travers un quartier sélect de Lima hier pour protester contre la nationalisation proposée des banques privées du Pérou,.

"Environ 500 secrétaires, caissiers et directeurs de banque privées et compagnies de crédit ont marché à travers le chic quartier de San Isidro portant des affiches avec l'inscription : "A bas la nationalisation".

"Tous sauf environ 150 marcheurs qui s'arrêtent devant la banque Mercantile se sont dispersés lorsque la police est arrivée. Le reste s'est enfui lorsque les grenades des lacrymogènes remplirent l'air de nuages".

* *
*

GARCIA DEVIENT PRÉSIDENT

Le 28 juillet 1985, Alan Garcia, à 36 ans devenait président du Pérou, ce qui en faisait le plus jeune président élu du monde entier. Il prenait le pouvoir dans des circonstances difficiles, entre autres une dette extérieure de $ 14 milliards, énorme pour l'économie de ce pays. Le jour même, il prenait position contre les banquiers internationaux en annonçant que son pays ne consacrerait désormais pas plus que 10 pour cent des revenus des exportations pour le service de la dette. Garcia faisait passer l'intérêt de son peuple avant celui des banquiers : "J'ai été élu par le peuple et non par un cercle de banquiers", dit Garcia.

* *
*

L'ARGENT N'EST QU'UN CHIFFRE

Garcia savait que le Pérou n'avait rien à perdre en ne recevant plus d'argent des banquiers étrangers, car l'argent, ce n'est qu'un chiffre. L'argent n'est pas la richesse, mais le signe qui donne droit à la richesse. Enlevez les produits, et l'argent ne vaut plus rien. Ce sont les produits du Pérou qui donnent la valeur à l'argent. Les banquiers ne produisent absolument rien, ils n'ont que des chiffres à offrir. Et ces chiffres-là, le Pérou peut très bien les faire lui-même sans s'endetter envers les banquiers internationaux.

AU SUJET
DE LA NATIONALISATION

La nationalisation des banques effectuée par Garcia n'est pas du même genre que la nationalisation prônée par les socialistes, tel que veut le faire le Nouveau Parti Démocratique (NPD) au Canada, ou comme l'a déjà fait Mitterand en France, ou lorsque le gouvernement travailliste de l'Angleterre avait nationalisé la "Banque d'Angleterre". Le gouverneur d'alors de la Banque d'Angleterre, Montagu Norman, avait dit : "La nationalisation ? Nous lui souhaitons la bienvenue".

Ce genre de nationalisation prôné par les socialistes ne fait pas de mal aux banquiers et les laisse passablement indifférents, car il leur laisse le pouvoir de créer l'argent nouveau, selon leur bon plaisir. C'est une nationalisation qui ne fait que changer l'écriteau sur la façade de la batisse, la politique de la banque demeurant inchangée, les banquiers ne sont pas dérangés dans leur vol.

Les socialistes n'ont jamais un mot à dire contre le système financier. Ils blâment tout le système capitaliste, tout excepté la seule chose qui va mal, le système financier. les créditistes ne font pas cette erreur, et ils savent que dans le capitalisme, il faut faire la distinction entre deux choses : le système producteur, qui fait les produits, et le système financier, qui fait l'argent...

Mais Garcia a effectivement enlevé aux banques ce pouvoir de créer l'argent nouveau, pouvoir qui revient de droit au gouvernement, et c'est pourquoi les banquiers sont dans tous leurs états. Le Crédit Social n'exige pas la nationalisation des banques, le gouvernement peut laisser aux banques les opérations d'ordre strictement bancaire, celles ayant trait à l'épargne et aux prêts, mais il doit absolument enlever aux banques les opérations ayant trait à l'émission et au retrait de l'argent, car c'est là une fonction qui appartient au gouvernement. Garcia a repris cette fonction, et c'est ce qui compte.

Enfin sous le titre "Alan Garcia instaure la démocratie économique" l'auteur rappelle les principes du Crédit Social :

* *
*

DEMOCRATIE ECONOMIQUE

Sous un régime créditiste, l'argent ne serait émis ni selon le bon plaisir des banques ni du gouvernement, mais selon les statistiques : l'argent nouveau serait mis en circulation au rythme de la production, et retiré de la circulation au rythme de la consommation. Il y aurait ainsi un équilibre constant entre les prix et le pouvoir d'achat.

Et cet argent nouveau serait remis directement entre les mains des consommateurs. C'est ce que Douglas, l'auteur du Crédit Social appelle la "démocratie économique" et Louis Even l'explique en comparant l'argent à un bulletin de vote : les consommateurs, ayant ainsi de l'argent dans leurs poches, pourraient exercer leur choix par leur "argent-vote", et "voter" pour les produits et services qu'ils désirent, pénalisant ainsi les producteurs dont ils ne désirent pas les produits et services. Pour rester en affaires, les producteurs chercheraient à produire ce que les gens désirent. Ce sont les consommateurs qui, en fin de compte, décident quelle production sera faite, ce qui est une véritable démocratie économique. (Voir l'article de Louis Even à ce sujet dans le présent numéro de Vers Demain).

D'ailleurs, le premier livre que le Major Clifford Hugh Douglas a écrit sur le Crédit Social, en 1919, était intitulé "Economic Democracy" (Démocratie Economique). Ce n'est que plus tard qu'il a désigné ses propositions financières sous le nom de "Crédit Social". "Démocratie économique" et "Crédit Social" c'est synonyme. Et lorsqu'on apprend que le Président Garcia désigne sa réforme sous le nom de "Démocratie économique", tout porte à croire que c'est une réforme dans la ligne du Crédit Social, il y a donc là de quoi se réjouir (transmis par R.Q, Rive de Gier)

SOUSCRIPTION PERMANENTE

M. Boudon : 80 F ; Mme Fournier : 120 F ; R. Coustillac : 20 F ; J. Hervé : 20 F ; M. Palud : 100 F ; H. Bevançon : 20 F ; R. Bené : 45 F ; M. Tiedrez : 50 F ; J. Fourreau : 45 F ; Mlle Théroude : 40 F ; L. Pégorier : 20 F ; M. Vibert : 40 F ; Mme Sacrez : 20 F ; R. Jacobs : 30 F ; J. Rocroy : 50 F ; R. Sauvage : 30 F ; W. Lainard : 70 F ; H. Lepeu : 200 F ; G. Finck : 40 F ; A. Aubin : 40 F ; G. Coronat : 50 F ; J. Gobeau : 40 F ; Mme Combépine : 80 F ; C. Poussier : 70 F ; Mme de Buck : 70 F ; Chédemail : 320 F ; Tansillo : 30 F ; M. Desouches : 100 F Mme Couteau : 120 F ; A. Prime : 240 F ; M. Kobloth-Decroix : 500 F ; G. Soilly : 70 F ; Mme Lahens : 300 F ; L. Lordat : 40 F ; L. Collet : 70 F ; R. Prouteau : 20 F ; R. Poignant : 30 F ; C. Soulier : 30 F ; M. Wojcieszko : 120 F ; J.L. Lenclos : 80 F ; M. Remeur : 180 F ; M. Perrin : 100 F E. Cuisinier : 50 - M. Petit : 20 F ; J. Duray : 70 F - R. Masson : 250 F ; - Mlle Théric : 75 F ; Mlle Corcellet : 150 F ; Guimbretière : 40 F ; M. Péron : 70 F.

TOTAL : 4 465 F
MERCI A TOUS

CES BONS BANQUIERS,

VICTIMES DE FÉROCES ENTREPRISES !

Par Paul VILA

Dans son numéro du 13-19 février, le "Monsieur Loyal" de l'hebdomadaire "The Economist" présente le nouveau cirque des "fonctions bancaires de l'entreprise" et ses fauves mal apprivoisés ; je traduis mot à mot l'article : "Bankers to both sides", ou banquiers entre deux feux, (entremetteurs) pigeons, ou agents doubles ?).

"Quand un prédateur menace d'OPA une compagnie, il a souvent sur elle des informations absolument confidentielles... Fini le temps où une entreprise n'attendait de son banquier rien de pire que des capitaux pour fonctionner, des fiches de comptes et un bon déjeuner... La concurrence sur les marchés financiers détruit les vieilles traditions. Le krach d'octobre 1987 a envenimé les conflits (OPA) en Grande-Bretagne et aux USA, et une seconde vague d'achats fait encore plus hurler à la trahison. Des sociétés qui pensaient conserver une relation privilégiée avec leur banque la découvrent brandissant sur elles un fusil de chasse encore fumant, et le banquier est en train de recharger.

Exemples :

Pearson, société britannique (propriétaire indirect d'une moitié des part de "The Economist") était cliente du groupe d'investissement S.G. Warburg. Elle s'est trouvée fort lésée quand l'antenne commerciale de Warburg a acquis 4,9% de Pearson pour Carlo de Benedetti, euro-prédateur international. Pearson a changé d'experts.

Citibank prêtait à la firme britannique DEE (réinvestisseurs) ; elle était son courtier pour l'émission d'obligations et pour le marché américain de ses actions. Durant l'été 1987, Citibank avait proposé à DEE une cession de dirigeants que DEE avait repoussée. Citibank a alors engagé une coopérative bancaire pour co-financer une offre meurtrière de deux milliards de livres pour le compte d'un autre groupe britannique, Barker and Dobson. Alec Monk, patron de DEE, a déclaré que Citibank avait agi d'une façon "très vilaine" et DEE a dû modifier une partie de ses activités...

Le plus gros coup s'est produit en janvier 1988 ; Morgan Guaranty, grand prêtre en relations d'experts bancaires a conseillé et monté une offre hostile d'Hoffman la Roche contre Sterling Drug. C'était la première OPA de plusieur milliards de dollars US jamais pilotée par une banque commerciale ; Morgan étant prêteur à Sterling, et ayant en charge son émission de bons, était dépositaire et agent de transfert de ses actions. Le président de Sterling a accusé sa banque de conduite contraire à l'éthique et modifié ses relations avec Morgan. Comble de déconfiture pour cette banque... l'offre d'Hoffman a été repoussée !

Qu'est-ce qu'une relation en matière de banque ?

Les banques ont toujours eu des conflits avec des clients qui s'affrontaient dans des OPA, maintenant ces conflits se multiplient et s'aggravent. Les banques d'investissement sont très mobilisées dans des affaires de fusions et d'achats. Et les grandes banques commerciales se précipitent sur leurs chasses gardées. Plus personne n'est d'accord sur les prérogatives...

L'un des droits légaux assez clair est la discrétion. Les banques qui contresignent des obligations ont des informations confidentielles. Les agents de courtage détiennent des listes d'actionnaires. Tout conseiller en restructuration connaît parfaitement les comptes de la compagnie. Même des prêteurs ordinaires tiennent des fiches sur les emprunteurs. Une compagnie britannique ou américaine peut attaquer un expert financier si elle a la certitude qu'il utilise contre elle des informations confidentielles. La Gencorps américaine fait actuellement un procès à sa banque d'investissement Shearson Lehman. Mais ce type de procès ne réussit presque jamais. Warburg, Morgan Guaranty et Citibank affirment que les informations confidentielles sont absolument protégées par des écrans "chinois" et leurs clients mécontents n'ont pu infirmer cela devant les tribunaux. La réalité du débat porte non pas sur un usage malveillant de l'information, mais sur la loyauté des opérations.

Si une banque protège un secteur particulier d'une société, doit-elle s'abstenir d'agir dans les autres, comme c'est le cas pour un avocat ou pour un comptable ? Ce sont les sociétés elles-mêmes qui ont fait beaucoup pour ruiner le "banquisme relationnel", et ceci à leur avantage. A partir de 1975, elles ont préféré s'adresser pour moins cher aux marchés de capitaux. Elles ont ensuite exploré le marché pour d'autres services. Il n'existe pratiquement plus une seule grande entreprise liée à une seule banque commerciale, et beaucoup séparent leurs engagements de finance propre de ceux de courtage qu'elles distribuent à des banques d'investissement différentes. La loyauté est une bonne chose, mais elle s'applique dans les deux sens.

Beaucoup de banque se refusent tou toujours à lancer une offre hostile contre un de leurs clients, mais elle exigent de plus en plus, avant d'adop d'adopter une entreprise comme client. Les liens importants, étroits et multiples sont protégés ; des amitiés moins profitables peuvent être rompues sans entorse légale et sans problèmes. C'est ainsi que fonctionnent les marchés. Un danger majeur est que la stratégie de certaines banques se limite à des profits à beaucoup trop court terme ; aujourd'hui les opérateurs à tout va offrent des profits étincelants, mais les corporations retournent au mode de crédit bancaire lorsque le marché des obligations devient moins accueillant. Si, enivrées par la déréglementation, les banques se mettent à jouer trop vite, elles perdent sur leurs vieux clients et ont du mal à en trouver de nouveaux. Souvenons-nous de l'adage : "Dans le doute, abstiens-toi", ainsi il y aura des chances pour que la "fonction bancaire" ou le banquisme de rela-

Suite page 14

POUR QUE VIVE LA GRANDE RELÈVE

Nous ne saurions trop remercier tous les amis qui alimentent, chacun selon ses moyens, la souscription permanente "Pour que vive la Grande Relève". Mais nous n'oublions pas qu.à la base, ce sont les abonnements qui permettent de disposer des sommes régulières nécessaires à la confection de notre journal... et que, plus les abonnés sont nombreux, plus nombreux seront à leur tour les souscripteurs.

Bref, pour que vive la Grande Relève, il faut avant tout des LECTEURS. Il faut non seulement remplacer ceux qui disparaissent, mais encore et surtout **développer considérablement le nombre des abonnés.** Les coûts de fabrication d'un journal sont les mêmes, quel que soit le tirage ; seuls viennent s'y ajouter, selon les quantités, les coûts du papier, d'expédition et de gestion (mais à la Grande Relève, la gestion est bénévole).

Nous nous plaignons souvent que les "choses n'avancent pas", que nos thèses sont ignorées, alors que nous vivons, pour la deuxième fois depuis 1930, une époque déterminante. La meilleure façon de faire connaître l'Économie Distributive, c'est que chacun de nous **ait la volonté de faire des abonnés.** Imaginez un peu le bond en avant que nous ferions si chacun faisait seulement un abonné ; si, dans un an, le nombre doublé des abonnés faisait à son tour un doublement d'abonnés et ainsi de suite...

Un abonné ! Qui ne connait autour de lui une personne susceptible d'être abonnée à la Grande Relève! Nous allons, jusqu'à la fin 1988 dans un premier temps, faire paraître chaque mois, comme pour la souscription permanente, un récapitulatif nominatif des abonnements réalisés.

Pour faciliter l'approche de nouveaux abonnés, nous proposons outre l'abonnement classique pour un an :
— des abonnements pour 6 numéros (55 F). Deux solutions : ou, ce qui est toujours préférable, la personne concernée s'abonne à ce tarif, ou vous lui offrez cet abonnement "d'amorçage".
— des envois gratuits de numéros périmés : çà ne peut être qu'un pis aller à cause des frais d'envoi et du travail que cela représente. Mais si vous pensez que cela peut sensibiliser telle ou telle personne à nos thèses, envoyez-nous des listes (écrivez-les noms propres en majuscules).

Enfin, nous envisageons un "tract-abonnement" à distribuer autour de vous, le plus massivement possible (boîtes à lettres, réunions électorales, etc...). Mais avant de prendre une décision sur ce point, nous aimerions que vous nous écriviez nombreux pour nous donner votre avis.

Dernier point concernant le développement des ventes de la Grande Relève : l'extension des points de vente et de lecture.
— Points de vente : continuez à rechercher et à nous indiquer des adresses de marchands de journaux acceptant de mettre la G.R. en évidence contre le fait que nous les recommanderons à nos lecteurs.
— Points de lecture : déposez des exemplaires dans les bibliothèques, les foyers divers, etc... comme certains camarades le font déjà (voir le courrier des lecteurs de la G.R. de Mars, page 14, la suggestion de P.C. à Thouars).

En résumé, l'objectif — le nôtre mais aussi et surtout le VOTRE, amis distributistes — doit être de DOUBLER le nombre de nos abonnés d'ici fin 1988. D'avance, bravo pour votre effort.

A. PRIME

CAMPAGNE D'ABONNEMENTS (AVRIL-DÉCEMBRE 1988)

ABONNEMENTS **(6 mois = 55 F, 1 an = 100 F, à préciser)**

Noms, prénoms, et adresses très lisibles

1) .....
2) .....
3) .....
4) .....
5) .....

Règlement par chèque (postal, bancaire) ou mandat à la Grande Relève

ENVOIS GRATUITS

G.R. anciennes noms, prénoms, très lisibles

1) .....
2) .....
3) .....
4)
5) .....

IMPORTANT : Ci-dessous, nom et adresse du lecteur de la G.R. qui est à l'origine des abonnements ou des envois gratuits .....

* *
*

PROPOSITION

M. et Mme H. Watine-Boutry, de Villeneuve d'Ascq, proposent que dans chaque département, un lecteur se désigne comme "correspondant" de la Grande Relève et organise des réunions qui permettraient aux lecteurs de sa région de ne pas se sentir isolés.

La Grande Relève est prête à publier la liste de ces correspondants bénévoles.

courrier

"Je connais la Grande Relève depuis 3 ans, à cette époque commençait pour moi une période où j'étais en plein désarroi. J'avais toujours travaillé et voilà qu'à 43 ans, je me retrouve chômeur, et le suis toujours d'ailleurs ; heureusement je suis assez bon manuel et en France "le système D" fonctionne plutôt bien. J'en ai quand même marre de vivre en exclu, j'ai donc décidé de vendre ma maison et de tenter ma chance "au Québec" où j'ai déjà vécu quelques années. Votre revue "c'est le cas de le dire" m'a ouvert les yeux, et surtout cela me réconforte de voir des gens qui essaient de faire prendre conscience que nous ne règlerons la misère qu'en créant un modèle économique qui saurait s'adapter aux progrès scientifiques.

Hélàs, dur, dur, de changer nos mentalités. Bref, chaque mois, surtout continuez à mettre un peu de baume dans les consciences blessées"

D.D., Lestrem

* *
*

Dans votre présentation de l'économie Distributive, il ne manque, semble-t-il (tout au moins je n'ai pas vu l'ombre d'un projet dans ce sens pendant un an de votre publication) qu'une réponse ou une petite approche de réponse à la question: comment faire le saut de nos sociétés et économies archaïques (capitalistes, socialistes, libérales, communistes) à la société fonctionnant en économie distributive ?

S.E., Lyon

Notre réponse :

Matériellement, techniquement, le passage est possible de façon quasi instantanée (en quelques jours) : il est décrit dans "les affranchis de l'an 2000". Mais il suppose un "consensus", une volonté politique dont il est impensable de se passer dans une démocratie digne de ce nom. C'est pour cela, pour faire connaître nos propositions que nous publions la Grande Relève.

Intellectuellement, sentimentalement, un changement de société est très difficile à faire admettre. Les mentalités ne précèdent pas les événements, elles ont, au contraire, bien du mal à les comprendre, puis à les suivre.

Alors certains imaginent "des mesures de transition". Des sociétés intermédiaires entre la société actuelle et la société distributive : il y a les tenants d'une économie à deux vitesses avec le secteur capitaliste pour le "superflu" et le secteur distributiste pour l'essentiel ; on imagine une société avec deux monnaies. Certains tentent des "essais" de sociétés distributives, mais qui n'en sont pas parce que de telles sociétés ne peuvnet posséder les moyens de produire en abondance et de créer la monnaie basée sur cette production. Il ne s'agit donc que de sociétés "parallèles", plus conviviales parce qu'elles cherchent à banir le profit dans leurs relations internes. Ce qui ne leur permet pas d'échapper aux lois du marché dans leurs relations externes (investissements au départ, puis fournitures, électricité, information, éducation, santé, etc... etc...)

Mais les optimistes vous feront remarquer que les mentalités évoluent. Au début de ce siècle, l'idée qu'un ouvrier puisse avoir le droit de se reposer le dimanche, de prendre quelques jours de congés en étant payé, d'avoir droit à une retraite après une vie de travail, tout cela était impensable. Il y a seulement dix ans, un chômeur ne pouvait être qu'un fainéant. Aujourd'hui, la cinquième semaine de vacances est un des acquis récents jugés des plus importants, la sécurité sociale et l'accès à la retraite des droits intouchables ; Et le ministre du travail proclame que le plein emploi à plein temps pour tous n'est plus possible. Ainsi on estime que près de 45 % des revenus perçus par les salariés leur sont versés sans contrepartie d'un travail (les allocations diverses) et la revendication d'un revenu minimum assuré à tous, déjà accordée dans la plupart des pays qui nous entourent, est aujourd'hui au programme de la plupart des partis politiques.

Certains y voient l'amorce de l'économie distributive, pensant qu'un revenu à tous, même à ceux qui ne travaillent pas, est une façon de faire reconnaître le droit de tous à l'héritage commun. D'autres y voient une façon de faire perdurer le système actuel ("on te donne de quoi vivre, tu n'as donc qu'à te taire) tant que la "REdistribution" des revenus du travail des autres sera possible...

UN AMI DISPARAIT

MARCEL ROUSSEAU S'EST ETEINT A JUAN-LES-PINS OU IL S'ÉTAIT RETIRÉ DEPUIS L'AGE DE SA RETRAITE.
IL ETAIT UN AMI DE JACQUES DUBOIN.
IL FUT UN MILITANT ACTIF AU SEIN DE LA SECTION RENAULT-BILLANCOURT OU IL CONTRIBUA A LA FORMATION DE PLUSIEURS JEUNES ET MOINS JEUNES A NOS IDEES.
IL AVAIT ELU DOMICILE A SURESNES OU IL SUT CREER UN GROUPE TRES ACTIF POUR PROPAGER LES THESES DE L'ECONOMIE DISTRIBUTIVE.
NOUS REGRETTONS VIVEMENT LA DISPARITION DE CET AMI ET NOUS PRESENTONS A SON FILS ALAIN NOS CONDOLEANCES EMUES.

G. STEYDLE

Suite de la page 12

tion ne soit pas réellement mort, mais au repos pour quelque temps".

Quel rapport avec l'économie trouvée dans ce cirque ? Les "sociétés" et leurs chefs, troupeaux de chevaux de labour et ours affreux, se débattent pour continuer à produire, ils s'insurgent contre les hyènes nettoyeuses et les cochons-rois du système bancaire...

Pourtant ce petit monde pose des problèmes délicats de loyauté... Mais grâce à la main invisible du dieu-argent du marché, la mystérieuse continuité du monde bancaire prospère et, raffinée ne peut que se rétablir....

Ce texte illustre l'agilité morale des chantres du banquisme. Il n'est pas possible de formuler aussi joliment le dépeçage des économies par l'aberration bancaire des six derniers mois. les "experts" se recopient, quel que soit le tableau délirant du gaspillage que nous offre le système, moteur des crises et des guerres depuis cent cinquante ans. Et les "experts" continuent de cautionner les traditions de servilité des médias et des gouvernants, devant la fine élite des rois du marché bancaire!

Dans ce conteste, l'Europe fait déjà figure d'accusée rétrograde: elle n'est même pas capable de centraliser ses places boursières autour d'un **écu** de référence, de "réserve" : voici qu'elle pourrait bien se rattraper économiquement grâce aux déphasages Frankfort-Londres-Paris... qui permettent aux investisseurs productifs, ours et lions de chez nous, d'échapper partiellement à la férule bancaire.

Pourvou que çà doure !

résumé de nos thèses

Pour produire ce dont il a besoin pour vivre, l'homme a toujours cherché à améliorer ses techniques, afin d'alléger sa peine. Mais en ce 20e siècle, l'accélération des progrès technologiques est une révolution sans commune mesure avec celles du passé. De puissantes machines et des robots sont capables aujourd'hui de remplacer le travail de l'homme dans toutes les tâches de routine, se substituant non seulement à ses muscles et à l'agilité de ses doigts, mais aussi à sa mémoire, à la plupart de ses sens, et même aux activités purement logiques de son cerveau.

Avec la découverte des codes de la nature (génie génétique en particulier) et les productions de matières premières sur mesure, l'humanité est en train de vivre une véritable mutation ; **elle est au seuil d'une nouvelle civilisation.**

Cette "révolution de l'intelligence" est, comme l'annonçait J. Duboin en lançant ce journal en 1934, "la grande relève" des hommes par la technique, dans tous les processus de production. Fini le temps, où, pour assurer sa survie, l'homme était obligé d'y consacrer toutes ses forces et toute sa vie ! L'essentiel des productions nécessaires peut désormais être réalisé par des robots...

Ceci implique d'énormes changements dans nos comportements économiques. Il faut d'abord admettre l'idée que le pouvoir d'achat ne peut plus être mesuré par la durée d'un travail accompli. Et ceci nous oblige à imaginer d'autres moyens que le salaire pour accéder à tout ce que les robots fabriquent pour **tous.**

C'est parce que nous n'avons pas eu le courage de renoncer à des habitudes qui se révèlent inadaptées, que nous avons laissé notre monde se transformer en une gigantesque poudrière, où tout craque, où tous s'affrontent. Un monde devenu tellement absurde qu'il dépense 10 millions de francs **chaque minute** pour préparer la guerre, mais ne trouve pas d'argent pour empêcher des millions de gens de mourir de misère. La misère grandit quand s'ouvre l'ère de l'abondance !

Nous sommes ainsi à la charnière entre deux civilisations. Héritière d'un formidable potentiel de savoir-faire et de techniques (qui est le fruit des efforts accumulés par toutes celles qui l'ont précédée), notre génération a l'énorme tâche d'assurer l'adaptation de la société humaine à cette brutale transformation. Il nous appartient d'imaginer et d'installer les moyens pour que ces immenses possibilités, au lieu d'écraser la plupart d'entre nous, soient maîtrisées et organisées pour assurer l'épanouissement optimum de **tous** les êtres humains... et de leurs descendants sur cette planète.

A l'époque où le monde dit civilisé surmontait la crise de 1929... pour s'enfoncer dans la seconde guerre mondiale, ces moyens ont été imaginés et proposés par J. Duboin sous le nom d'économie distributive :

l'économie distributive

Le travail : même en développant toutes les possibilités, il restera toujours les tâches que seul un humain peut accomplir. Celles-ci doivent être partagées entre tous, en fonction des aptitudes et des besoins. C'est à la fois un **devoir,** celui de participer, et un **droit,** celui d'être un citoyen qui assume son rôle. Cette participation aux tâches nécessaires devient un **SERVICE SOCIAL** dont la durée calculée sur une vie, ne fera que diminuer à mesure des progrès de l'automatisation. Ainsi peut augmenter pour tous la proportion de **temps dégagé** pour des activités **librement** choisies.

Dès lors que le temps de travail humain décroît pour une production croissante, il faut **dissocier** travail et revenus.

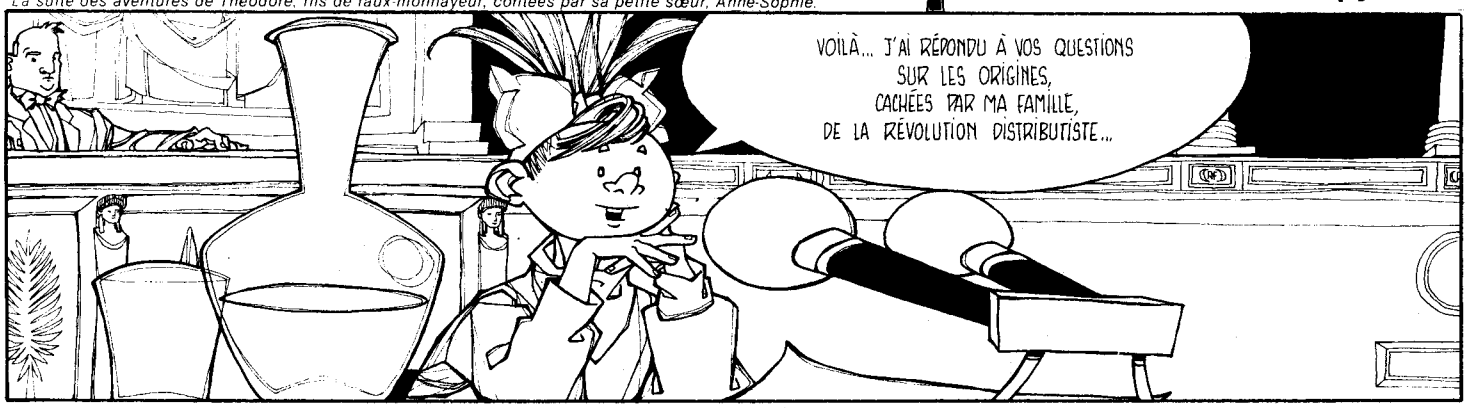
Les revenus. Les revenus n'étant plus mesurés par le travail, il faut trouver d'autres critères pour que chacun reçoive sa part d'une production qui peut croître à volonté. L'économie distributive assure à chacun cette part en lui versant régulièrement son **revenu social** (la carte à mémoire est parfaite pour cela) de la naissance à la mort : tout individu homme ou femme, travaillant ou pas, devient ainsi un être économiquement indépendant.

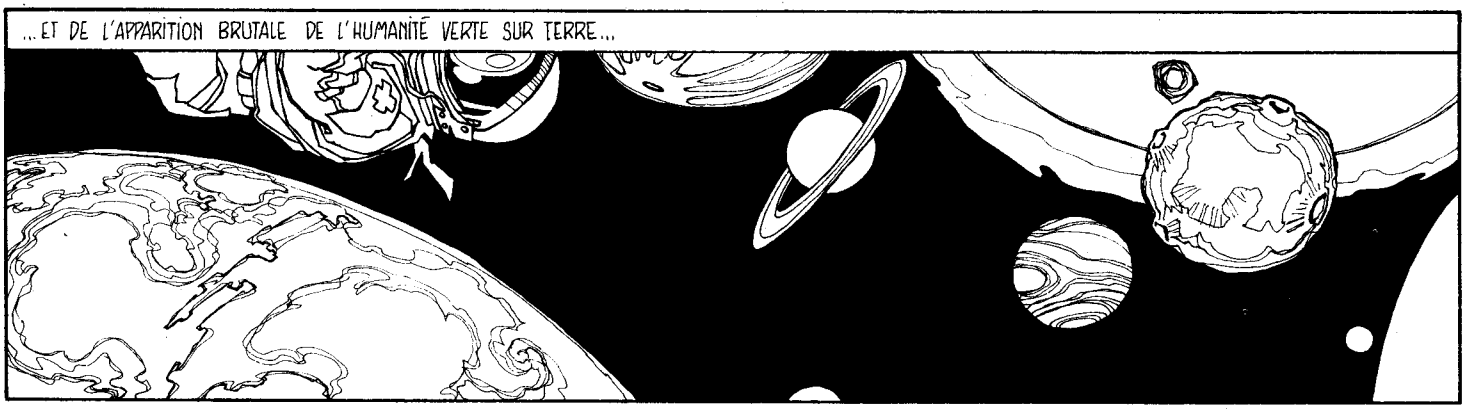
La monnaie : Pour qu'il puisse y avoir équilibre entre l'ensemble de ces revenus distribués et les richesses disponibles, la monnaie distributive n'est **pas thésaurisable et elle ne circule pas.** C'est une **monnaie de consommation** qui s'annule (comme s'annule un crédit) quand une production ou un service est parvenu à son consommateur. C'est un moyen pour ce dernier d'exprimer son choix quant à la production à renouveler (la loi du marché retrouve donc son rôle) et d'orienter les investissements en fonction de ses besoins. Les **investissements,** de même que le fonctionnement des services publics, sont pris en compte pour évaluer la production "disponible" et celle-ci détermine le montant total des revenus à distribuer ; il n'y a donc pas d'impôt et les revenus augmentent avec la production. Ainsi l'ère de l'abondance n'est plus le règne du veau d'or, c'est celui d'une gestion objective des biens de ce monde en **fonction des besoins,** la **compétitivité** fait place à la **convivialité.**

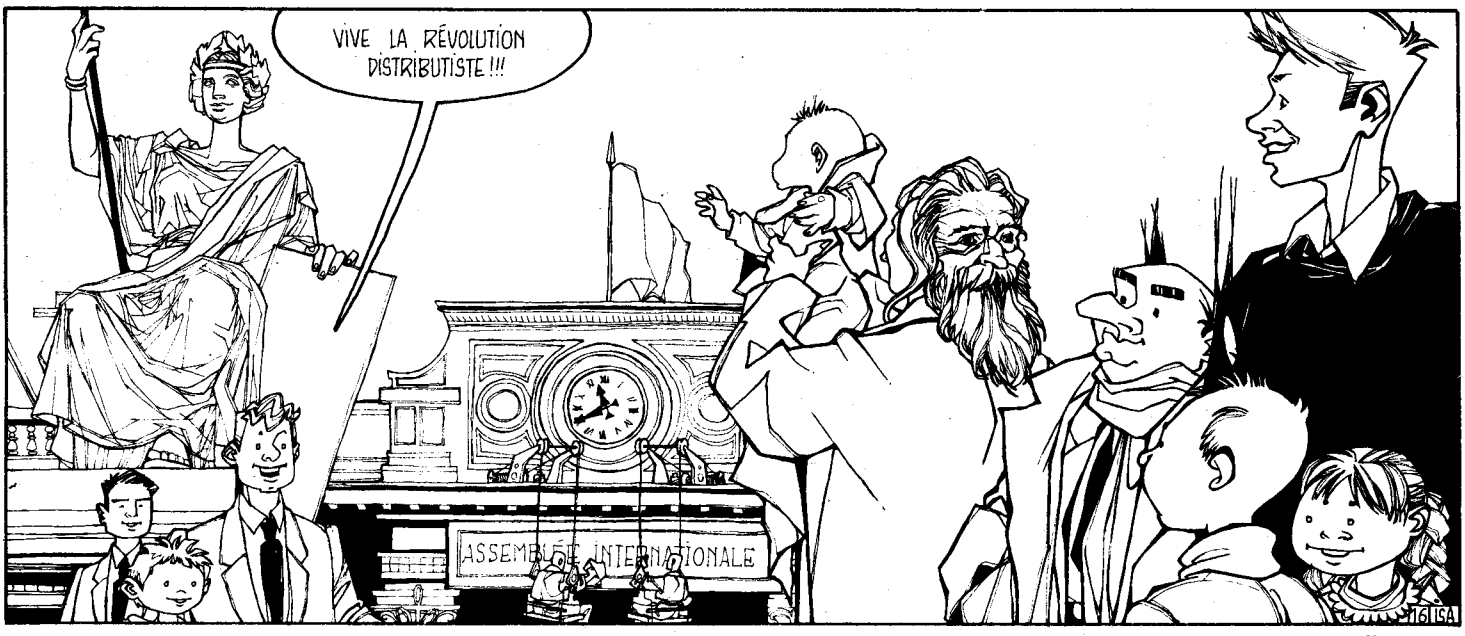
PAS DE PANIQUE !

scénario : gédé — **dessin : isa python**

La suite des aventures de Théodore, fils de faux-monnayeur, contées par sa petite sœur, Anne-Sophie.







FIN